

L'inquiétude des élèves

Autor(en): **Cornuz, Jeanlouis**

Objektyp: **Article**

Zeitschrift: **Domaine public**

Band (Jahr): - **(1977)**

Heft 405

PDF erstellt am: **16.05.2024**

Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-1018653>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

L'inquiétude des élèves

Me voilà tout gaillardet, ce matin ! Pourtant, hier soir, ça n'allait pas fort. Je venais de lire toute une page, dans la « Libera Stampa » (organe du Parti socialiste tessinois) du 22 avril, au sujet de la grève qui sévit à l'École normale de Lugano — grève provoquée par le mécontentement des élèves devant le chômage qui menace de nombreux jeunes instituteurs. Citons quelques lignes du journal tessinois :

« Pourquoi la grève ?

Quelqu'un nous a dit, voici quelques heures : « Pourquoi la grève ? Pourquoi tout ce mouvement, cette exaltation de masse ? »

Nous répondons à cette objection, et à tous ceux qui voient dans la grève une fin en elle-même, que nous ne sommes absolument pas d'accord. Les raisons, les voici :

1. Le conseiller d'Etat Sadis (l'onorevole Sadis, chef du Département de l'instruction publique) nous avait promis une réponse pour le 18 avril, au sujet des propositions faites pour remédier au chômage. Cette réponse n'a pas été donnée.

2. Toutes les lettres que nous avons envoyées, tous les communiqués et toutes les invitations que nous avons faites (cf. notre rencontre avec Sadis — du 7 mars) n'ont abouti à rien. Et ceci, pourquoi ? L'unique raison n'est pas difficile à trouver : Sadis veut sonder le terrain; il veut savoir si le mouvement des étudiants est assez fort pour réagir aux violences (car il s'agit de violences) qui lui sont faites.

Cette grève est la réponse unitaire de la part de tous les étudiants; elle signifie que désormais on ne les mènera plus en bateau, qu'il s'agit maintenant de prendre une décision, sans rester sur des positions ambiguës et sans plus se draper dans l'attitude de braves gens, conscients de leurs responsabilités et faisant tout leur possible pour nous aider. Il y a beau temps que ces messieurs nous

trompent de cette façon. (...) Mais peut-être pensera-t-on que nous faisons la grève tout simplement pour ne pas aller à l'école et parce que nous n'en avons pas envie. A ces bien-pensants, nous répondons de même que ce n'est pas vrai : ce n'est pas pour rien que nous avons formé des groupes de travail; ce n'est pas pour le plaisir que nous tenons des assemblées, que nous avons des rencontres, que nous tentons d'élargir la discussion sur le problème spécifique du chômage, en examinant les programmes et en élaborant à notre tour des propositions qui nous paraissent de nature à améliorer l'école. (...)

Nous, étudiants — et nous espérons que nos parents eux aussi comprendront nos paroles — nous réaffirmons notre volonté d'éliminer le chômage (*disoccupazione*) en améliorant aussi et surtout le système scolaire. Et c'est signé : Assemblée des étudiants.

Je me disais : que faire ? Je me disais : c'est terrible !

Eh bien, la réponse, je la trouve ce matin en consultant de vieux journaux. Je la trouve dans un article de M. Jean-Pierre Masmejan (dans le « Journal d'Entreprises de la Suisse romande ») de février, intitulé : *Gout du suicide ?* Parlant des ouvriers qui s'opposent aux licenciements, M. Masmejan écrit : « A quoi sert-il de maintenir momentanément quelques emplois si c'est pour aboutir à la catastrophe de toute l'entreprise ? (...) Lorsque des travailleurs veulent empêcher une entreprise de se séparer du personnel qu'elle ne peut plus occuper, cela tient du suicide collectif. La solidarité doit se manifester autrement, par le système de l'assurance chômage, au besoin par des formes d'entraide individuelle. »

Voilà qui est bien dit ! Et il y aurait à faire, dans ce domaine...

On voit très bien, par exemple, l'onorevole Sadis démissionnant pour laisser la place à l'un des instituteurs sur le pavé...

Ou M. Masmejan (c'est à peine solliciter son texte que de dire qu'il y a sans doute pensé)

cédant son poste de rédacteur à un journaliste sans travail !

Après tout, le chômage, on a toujours vu ça. Ce n'est pas la fin du monde. Moi qui vous parle, j'ai connu un licencié ès-lettres qui pendant bien quelque temps ne trouva pas à ce caser. Il s'appelait Georges-André Chevallaz et il est actuellement quelque chose comme conseiller fédéral...

J. C.

DANS LES KIOSQUES

Mieux que Jean Ziegler

Un « columnist alémanique notait qu'on pouvait économiser le prix du livre de Jean Ziegler en lisant, dans la presse quotidienne, hebdomadaire et financière les révélations sur les opérations de la succursale de Chiasso du Crédit Suisse. Une fois de plus, seul un tremblement de terre ou l'équivalent « mettent en mouvement » (et encore est-ce façon de parler !) la politique helvétique. Le fait est que toute la presse consacre de nombreuses colonnes aux remous qui agitent la finance helvétique (voir aussi en pages 2 et 3). Les données manquant comme par hasard, personne ne s'aventure à tirer des conclusions trop hâtives.

Plus de frontières pour le 1er Mai

— *Dans un tout autre domaine, la presse alémanique a consacré des pages, parfois fort intéressantes, à la fête du 1er Mai. Ce qui était réservé autrefois à la presse ouvrière, qui réussissait à tirer pour le 1er Mai des numéros assez épais grâce à de la publicité qui lui parvenait exceptionnellement pour la circonstance, ne connaît plus de frontière idéologique. Dans le canton de Berne, « Der Bund » publie une chronique d'un « Juso », les « Berner Nachrichten » une chronique du président des syndicats chrétiens. La « Neue Zürcher Zeitung » consacre cinq pages de*